



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-9: JEUDI 26 AVRIL 2001

Un jour avant leur clôture, les travaux de la CDD ont été menés principalement dans un cadre de consultations informelles. Les brèves séances de travail des Comités de Rédaction chargés des thèmes du transport et de la coopération internationale au service de l'instauration d'un environnement habitant, qui ont eu lieu dans la matinée, ont été suivies, l'après-midi, par une consultation "informelle - informelle" autour de la question des technologies de l'énergie nucléaire. Pour sa part, le Comité de Rédaction chargé du thème de l'atmosphère s'est réuni en fin d'après-midi, et le Comité chargé du thème des Transports s'est réuni, de nouveau, en séance nocturne.

LE COMITE DE REDACTION I

La séance nocturne prévue à 22h30 fut annulée, après qu'un certain nombre de délégations eût indiqué officiellement qu'elles n'étaient pas préparées à la négociation en raison d'un malentendu sur ce qui avait été conclu dans certaines consultations informelles parmi celles tenues plus tôt dans la journée.

LE COMITE DE REDACTION II

COOPERATION INTERNATIONALE AU SERVICE DE L'INSTAURATION D'UN ENVIRONNEMENT HABITANT: Présidé par Alison Drayton (Guyane), le Comité procéda à l'examen du chapitre consacré aux recommandations destinées au niveau national dans le projet de décision concernant le thème de la coopération internationale au service de l'instauration d'un environnement habitant. Les délégués s'y accordèrent sur le remplacement du libellé appelant à la mise en place d'un environnement habitant à travers, *entre autres*, "des règles de droit" et un renforcement des capacités, en acceptant un libellé proposé par le MEXIQUE appelant à des "politiques macro-économiques, sociales et environnementales appropriées." Le délégué des ETATS-UNIS fit part de sa volonté d'abandonner les références aux règles de droit, à condition que le Comité accepte l'insertion d'un sous-paragraphe recommandant l'instauration et la mise en oeuvre de cadres juridiques, de régulation et de mise en application. L'orateur ajouta également des références à la "propriété intellectuelle" et à la "protection environnementale." Le G-77/CHINE réagit en proposant un nouveau libellé pour le sous-paragraphe portant sur la coopération internationale, appelant les politiques de développement durables adoptées aux niveaux international, régional et national, à soutenir l'éradication de la pauvreté, et un autre sous-paragraphe suggérant que la collaboration entre l'OMC et les différentes institutions internationales pertinentes soit conduite "de manière conforme à leurs mandats respectifs."

Le chapeau consacré à l'action nationale "qui prend en ligne de compte les circonstances particulières des pays," fut laissé entre crochets, après les déclarations des ETATS-UNIS et de la SUISSE appelant à faire en sorte que le libellé soit compatible avec celui du chapeau consacré à l'action internationale. La proposition stipulant

que les "programmes" ou "stratégies" du développement durable doivent être formulés et mis en oeuvre à travers des processus consultatifs nationaux, fut également laissée entre crochets. Au sujet de la gouvernance, le G-77/CHINE préféra une formulation tirée du texte de la Déclaration du Millénaire. La Présidente Drayton proposa, pour sa part, un libellé de compromis tiré de la CDD-8. La proposition fut maintenue crochétée. L'accord sur ce point viendra déterminer les références devant être faites à "l'amélioration de la transparence des gouvernements." Le libellé qui requiert l'élaboration de politiques intégrant les objectifs des trois piliers du développement durable dans les politiques sectorielles fut également placé entre crochets, en attendant l'acceptation, ailleurs dans le texte de la décision, le fait que la "croissance" économique est l'un des piliers.

LE COMITE DE REDACTION III

Présidé par David Stuart (Australie), ce Comité se réunit dans la matinée puis, de nouveau, dans la soirée pour poursuivre la discussion du texte révisé du projet de décision concernant le thème des transports, et en fin d'après-midi, pour reprendre ses délibérations autour du thème de l'atmosphère.

LES TRANSPORTS: Au sujet de la coopération internationale, le délégué des ETATS-UNIS apporta son appui au libellé appelant à assurer le développement durable à travers les transports. Le G-77/CHINE suggéra l'insertion d'une référence exigeant un "financement suffisant." Le G-77/CHINE déclara, par ailleurs, qu'il manquait à la CDD le mandat consistant à encourager les institutions financières internationales à accorder une priorité aux projets du secteur des transports. Les délégués ne parvinrent pas à s'entendre sur les actions et les technologies devant être transférées pour "la suppression progressives" de l'utilisation du plomb dans l'essence. Des divergences demeurent également sur les actions devant être entreprises par l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile dans le domaine du changement climatique.

Au sujet de la coopération régionale, le G-77/CHINE insista sur l'insertion d'une référence à l'échange "des pratiques et expériences probantes" plutôt qu'à l'échange des "bonnes pratiques." L'UE, appuyée par l'Australie, requiert le maintien du libellé portant sur les accords concernant la pollution transfrontalière. Le G-77/CHINE y fit objection, se référant aux implications sur la santé et sur l'environnement. Le G-77/CHINE, avec le CANADA, mit en exergue la nécessité d'une approche coordonnée dans les domaines de l'infrastructure et de l'aménagement des territoires.

Au sujet des recommandations destinées au niveau national, le G-77/CHINE s'opposa aux propositions avancées par l'UE concernant le principe pollueurs payeurs passant par l'élimination des subventions écologiquement néfastes, et concernant la promotion de la durabilité dans le secteur des transports. Le G-77/CHINE proposa la fusion du libellé préconisant la promotion de l'efficacité des combustibles avec celui appelant à l'implication du secteur privé. Le CANADA y ajouta une référence appelant à la promotion de véhicules non polluants. La

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Jonathon Hanks <jon@iisd.org>, Wendy Jackson <wendy@iisd.org>, Hernán López <hernan@iisd.org>, Wagaki Mwangi <wagaki@iisd.org> et Alison Ormsby <alison@iisd.org>. Edition Numérique: Ken Tong <ken@iisd.org> et Leila Mead <leila@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoum: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Chef Opérateur: Marcela Rojo <marcela@iisd.org>. Assistant en Ligne: Diego Noguera <diego@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI et le DFAIT), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et l'OAE), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères et le Gouvernement Allemand (à travers le Ministère de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2001, par: les Ministères Autrichiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères et le Ministère de l'Environnement du Japon (à travers l'IGES). La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin est joignable à <enb@iisd.org> et au tel: +1-212-644-0204; fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par à <info@iisd.ca> et par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca/linkages/>.



promotion de l'accès à des systèmes de transports publics efficaces, sûrs, abordables et écologiquement rationnels fut soutenue par l'UE et l'Australie, mais le G-77/CHINE fit opposition aux références appelant à la mise en place de services de transports domestiques ferroviaires et fluviaux urbains et interurbains. Les ETATS-UNIS et l'Australie suggérèrent d'insertion de références aux moyens de transport non motorisés.

Au cours de la séance nocturne, les délégués acceptèrent, dans le chapitre consacré aux considérations générales, un libellé proposé par le G-77/CHINE stipulant que les décisions ayant trait aux questions touchant au secteur des transports doivent refléter le fait que la croissance économique, l'essor social et la protection environnementale sont interdépendantes et des composantes, d'appui mutuel, du développement durable. Les délégués acceptèrent également un libellé stipulant que le dialogue avec les principaux groupes sociaux est encouragé, et s'accordèrent sur la suppression des références aux transports "viables" dans le libellé portant sur les effets du transport sur la santé des femmes, et sur l'accessibilité et la disponibilité aux femmes en matière de facilitation du progrès économique et social.

L'ATMOSPHERE: Le Président Stuart fit circuler une révision de texte tenant compte du résultat des discussions de la journée précédente. Il informa les délégués que des négociations informelles avaient eu lieu autour des libellés portant sur: les considérations générales; la coopération internationale, notamment le chapeau et les références appelant à l'implication du secteur privé dans le transfert des technologies et aux émissions et polluants atmosphériques; et les instruments juridiques internationaux. L'orateur indiqua que le texte amendé sur la base de ces négociations informelles sera rapporté au Comité le vendredi 27 avril.

Le Président Stuart demanda ensuite aux délégués de se pencher sur les autres libellés crochétés dans le texte. L'Australie introduisit un libellé de compromis sur le suivi de la protection atmosphérique de la planète dans le chapitre consacré à la coopération internationale. Le représentant indiqua que le libellé se référait au: renforcement des systèmes d'observation par l'amélioration des stations de suivi sur le terrain et l'augmentation de l'utilisation des satellites; à la poursuite du programme de mesure des soutiens apportés à la protection de l'ozone; à l'appui de programmes tels que celui du Système Mondial d'Observation du Climat; et à l'encouragement de la planification et de la mise en oeuvre conjointes pour la mise en place d'une stratégie d'observation mondiale intégrée. Le JAPON se déclara en faveur du libellé. Le G-77/CHINE donna une première réponse favorable, en attendant la tenue de nouvelles consultations internes.

Au sujet de la coopération régionale, l'UE et les ETATS-UNIS déclarèrent qu'ils pouvaient faire montre d'une certaine souplesse quant à la formulation concernant l'amélioration la complémentarité et la cohérence des mesures visant l'atténuation du problème atmosphérique à l'échelle locale, régionale et mondiale. Le G-77/CHINE s'interrogea sur l'opportunité d'une telle référence. Au sujet des recommandations destinées aux niveau national, l'UE répondit aux préoccupations exprimées par un certain nombre de délégués concernant la référence à l'adoption de "plans à court terme dans les zones urbaines" en proposant une formulation alternative préconisant d'accorder "une attention prioritaire aux programmes et aux politiques encadrant les implantations humaines dans l'objectif d'y veiller à la réduction de la pollution atmosphérique urbaine." Le G-77/CHINE suggéra que les références aux implantations humaines et aux logements risquaient de détourner la focalisation qui doit rester principalement sur la question atmosphérique. Le porte-parole proposa la suppression du libellé portant sur les substances nocives à l'ozone, figurant dans le chapitre.

LES CONSULTATIONS INFORMELLES - INFORMELLES SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

Une consultation informelle - informelle, modérée par Gustavo Ainchil (Argentine), s'est tenue pour la discussion du texte portant sur l'énergie nucléaire figurant dans le projet de décisions sur le thème de l'énergie et des transports.

Au sujet des challenges associés à l'énergie nucléaire, le G-77/CHINE, le JAPON, la NOUVELLE ZELANDE et d'autres Etats, proposèrent l'utilisation du texte d'origine du Président. La POLOGNE et la REPUBLIQUE DE COREE apportèrent leur appui à la version proposée par l'UE. L'ARABIE SAOUDITE préféra la suppression du chapitre entier. Utilisant le texte d'origine, les délégués décidèrent de placer entre crochets les références portant, *entre autres* sur: la prolifération nucléaire; "les conséquences transfrontalières" de l'énergie nucléaire; et la proposition du G-77/CHINE appelant à la promotion de la coopération internationale dans l'utilisation pacifique de l'énergie

nucléaire, ainsi que sur leur suggestion stipulant que les pays qui ont recours à l'énergie nucléaire estiment que son utilisation devrait s'accroître. La FEDERATION DE RUSSIE proposa un libellé soulignant un certain nombre d'avantages offerts par l'énergie nucléaire.

Au sujet des recommandations concernant l'énergie nucléaire, le G-77/CHINE, contré par l'UE, déclara que les gouvernements se devaient d'être encouragés à "considérer" les activités listées. Au sujet de la promotion de normes de sécurité nucléaire de haut niveau à l'échelle "mondiale," le G-77/CHINE déclara que ce travail doit être fait "by l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (IAEA)." L'UE souhaita que celui-ci se fasse de manière conforme aux conventions internationales pertinentes et aux normes de l'IAEA. Le G-77/CHINE fit objection au terme "mondial." Au sujet de l'amélioration de la transparence des décisions ayant trait à la sécurité nucléaire, le G-77/CHINE proposa que cela se fasse "tel qu'approprié." L'UE encouragea l'insertion d'une référence à la participation du public. Les délégués ne parvinrent pas à s'accorder sur le libellé se référant à la prolifération des matériaux fissiles.

Au sujet des transits transfrontaliers des déchets nucléaires, la NOUVELLE ZELANDE proposa la formulation retenue par l'IAEA concernant le haut risque lié au transport des matériaux radioactifs et à la nécessité d'améliorer les réglementations et les mécanismes des responsabilités. Apportant son appui à cette proposition, la NORVEGE y ajouta une référence à la notification préalable. Le JAPON, soutenu par la FEDERATION DE RUSSIE et contré par la BARBADE, présenta une proposition alternative supprimant la référence aux termes "haut risque, mécanismes des responsabilités et notification préalable." Toutes les options furent placées entre crochets. Les délégués ne réussirent pas non plus à ôter les crochets figurant dans le projet de décision concernant le thème des transports et entourant la référence à l'énergie nucléaire comme source susceptible de permettre la satisfaction des besoins galopant en matière de services énergétiques, et la référence au transit transfrontalier des déchets nucléaires.

DANS LES COULOIRS

Colère et frustration face à la lenteur de la progression des pourparlers ont envahi la salle des négociations, jeudi soir, les délégués s'engageant dans des explications visant à montrer du doigt ceux qui étaient à blâmer pour le blocage des négociations. Hors de l'enceinte officielle, un certain nombre de participants ont déploré le manque de bonne foi constaté dans les rangs de certains groupes de négociation. Plusieurs délégués des pays en développement ont fait objection à de nombreuses propositions textuelles de dernière minute qu'ils ont estimé être trop prescriptives et venant compliquer le cours des délibérations. Par ailleurs, les pays industrialisés ont fait part de leur frustration en raison du refus du G-77/Chine de s'engager dans des négociations sur l'énergie, certains d'entre eux suggérant que cela était, sans doute, l'oeuvre de certains membres de l'OPEP. On a spéculé aussi que certaines forces ayant l'intention de saboter le Sommet de Johannesburg étaient à l'oeuvre, visant à entraver un démarrage positif de la session de la CDD-10.

Avant les événements qui se sont déroulés dans la soirée, nombre d'observateurs avaient semblé confiants de voir un accord survenir sur le reste des libellés crochétés. Compte tenu de l'absence d'avancées dans le Comité de Rédaction sur le thème des transports, et de l'incapacité du Comité de Rédaction sur le thème de l'énergie de tenir sa réunion, certains participants s sont carrément interrogé sur le point de savoir si de quelconques décisions seront finalement prises. D'autres ont suggéré que le manque d'enthousiasme affiché à l'endroit des négociations dans cette réunion ne fait qu'ajouter aux questions qui sont posées au sujet de l'avenir de la CDD, quelques-uns allant même jusqu'à prédire qu'un s'agit là du "commencement de la fin."

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: La Plénière de la CDD se réunira à 10h dans la Salle de Conférence 3 pour faire le point des progrès réalisés dans les Comité de Rédaction et examiner le calendrier des travaux de la journée. Elle s'ajournera ensuite pour permettre la tenue de consultations informelles autour des libellés crochétés restants. La Plénière de clôture est prévue à 16h dans la Salle de Conférence 3.

COMITE DE REDACTION III: Le Comité chargé du thème de la protection atmosphérique se réunira à l'issue de la Plénière à 10h30 dans la Salle de Conférence 3, pour conclure ses négociations. On s'y pencherait sur les questions ayant trait au thème des transports, à partir de 14h, dans la même salle.